

1552 1

## KONINKLIJKE BOODSCHAP

*Aan**de Tweede Kamer der Staten-Generaal*

Wij bieden U hiernevens ter overweging aan een ontwerp van Wet (en bijlagen) tot toetreding tot het Verdrag inzake Internationale Tentoonstellingen van 22 November 1928.

De toelichtende memorie, die het Wetsontwerp vergezelt, bevat de gronden waarop het rust.

En hiermede bevelen Wij U in Godes heilige bescherming.

Soestdijk, 17 Februari 1950.

JULIANA.

1552 2

## ONTWERP VAN WET

WIJ JULIANA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of horen lezen, saluut! doen te weten:

Alzo Wij in overweging genomen hebben, dat het wenselijk is, dat Nederland toetreedt tot het op 22 November 1928 te Parijs ondertekende Verdrag inzake Internationale Tentoonstellingen, zoals dit Verdrag is gewijzigd bij Protocol van 10 Mei 1948, en dat ingevolge artikel 60, lid 3, der Grondwet toetreding geschiedt alleen krachtens de wet;

Zo is het, dat Wij, de Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

**Artikel 1**

Wij behouden Ons de bevoegdheid voor, voor het Rijk in Europa, toe te treden tot het Verdrag inzake Internationale Tentoonstellingen, ondertekend te Parijs op 22 November 1928, zoals dat is gewijzigd bij Protocol van 10 Mei 1948, van welk Verdrag en van welk Protocol een afdruk en een vertaling bij deze wet zijn gevoegd.

**Artikel 2**

Deze wet treedt in werking met ingang van de dag volgende op die harer afkondiging.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministeriële Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven

*De Minister van Economische Zaken,*

*De Minister van Buitenlandse Zaken.*

## CONVENTION CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES

Paris, 22 novembre 1928

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements ci-après énumérés, s'étant réunis en conférence à Paris, du 12 au 22 novembre 1928, sont convenus, d'un commun accord et sous réserve de ratification, des dispositions suivantes:

## TITRE PREMIER

*Définitions*

## Article premier

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent qu'aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues.

Est considérée comme exposition internationale officielle ou officiellement reconnue toute manifestation, quelle que soit sa dénomination à laquelle des pays étrangers sont invités par la voie diplomatique, — qui a, en général, un caractère non périodique, dont le but principal est de faire apparaître les progrès accomplis par les différents pays dans une ou plusieurs branches de la production, et dans laquelle il n'est fait, en principe, aucune différence entre acheteurs ou visiteurs pour l'entrée dans les locaux de l'exposition.

Ne sont pas soumises aux dispositions de ladite Convention:

- 1°. Les expositions d'une durée de moins de trois semaines;
- 2°. Les expositions scientifiques organisées à l'occasion de congrès internationaux, à condition que leur durée ne dépasse pas celle prévue au no. 1;
- 3°. Les expositions des beaux-arts;
- 4°. Les expositions organisées par un seul pays dans un autre pays, sur l'invitation de celui-ci.

Les pays contractants sont d'accord pour refuser aux expositions internationales qui, tombant sous l'application de la présente Convention, ne rempliraient pas les obligations qui y sont prévues, le patronage et les subventions de l'Etat, ainsi que les autres avantages prévus aux titres III, IV et V ci-après.

## Article 2

Une exposition est générale lorsqu'elle comprend les produits de l'activité humaine appartenant à plusieurs branches de la production ou qu'elle est organisée en vue de faire ressortir l'ensemble des progrès réalisés dans un domaine déterminé, tel que l'hygiène, les arts appliqués, le confort moderne, le développement colonial, etc.

Elle est spéciale quand elle n'intéresse qu'une seule science appliquée (électricité, optique, chimie, etc.), une seule technique (textile, fonderie, arts graphiques, etc.), une seule matière première (cuirs et peaux, soie, nickel, etc.), un seul besoin élémentaire (chauffage, alimentation, transport, etc.).

Il sera établi par les soins du Bureau international prévu à l'article 10, une classification des expositions qui servira de base pour déterminer les professions et les objets pouvant prendre place dans une exposition spéciale en vertu de l'alinéa précédent. Cette liste pourra être révisée tous les ans.

## Article 3

La durée des expositions internationales ne doit pas dépasser six mois; néanmoins le Bureau international peut autoriser une exposition générale pour une durée supérieure, laquelle ne saurait, en aucun cas, dépasser douze mois.

## TITRE II

*Fréquence des expositions*

## Article 4

La fréquence des expositions internationales visées par la présente Convention est réglementée selon les principes suivants:

Les expositions générales sont rangées en deux catégories:

Première catégorie: les expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux;

Deuxième catégorie: les expositions générales qui n'entraînent pas pour les pays invités l'obligation précitée.

Dans un même pays, il ne peut être organisé, au cours d'une période de quinze années, plus d'une exposition générale de première catégorie; un intervalle de dix années doit séparer deux expositions générales de toute catégorie.

Aucun pays contractant ne peut organiser de participation à une exposition générale de première catégorie que dans le cas où cette exposition suivrait d'au moins six années l'exposition générale de première catégorie précédente. Il ne peut organiser de participation à une exposition générale de deuxième catégorie que si celle-ci est séparée l'exposition générale qui l'a précédée par un intervalle de deux ans. Cet intervalle est porté à quatre ans lorsqu'il s'agit d'expositions de même nature.

Les délais prévus au paragraphe précédent sont appliqués sans qu'il y ait lieu de faire de distinction entre les expositions organisées par un pays adhérent ou non à la Convention.

Des expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires des pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau international peut réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'à un minimum de trois années, lorsqu'il estime que ce délai est justifié par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée aux expositions qui se tiennent déjà traditionnellement dans certains pays à un intervalle inférieur à cinq années.

Des expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'intervalle.

Les délais mentionnés dans le présent article ont pour point de départ la date d'ouverture de l'exposition.

## Article 5

Le pays contractant sur le territoire duquel est organisée une exposition conforme aux dispositions de la présente Convention doit, sous réserve de l'Article 8 ci-après adresser par la voie diplomatique une invitation aux pays étrangers:

Trois ans à l'avance quand il s'agit d'expositions générales de la première catégorie;

Deux ans à l'avance pour les expositions générales de la deuxième catégorie;

Un an à l'avance pour les expositions spéciales.

Aucun Gouvernement ne peut organiser ou patronner une participation à une exposition internationale si l'invitation ci-dessus n'a pas été adressée.

## Article 6

Lorsque plusieurs pays seront en concurrence entre eux pour l'organisation d'une exposition internationale, ils procéderont à un échange de vues afin de déterminer le pays qui obtiendra le privilège de l'organisation.

Au cas où l'accord ne pourrait intervenir, ils demanderont l'arbitrage du Bureau international, qui tiendra compte des considérations invoquées et notamment des raisons spéciales de nature historique ou morale, de la période écoulée depuis la dernière exposition et du nombre de manifestations déjà organisées par les concurrents.

## Article 7

Lorsqu'une exposition répondant aux caractéristiques des manifestations définies par l'article 1er est organisée dans un pays non adhérent à la présente Convention, les pays contractants, avant d'accepter l'invitation à cette exposition, demanderont l'avis du Bureau international.

Ils ne donneront pas leur adhésion à l'exposition projetée si elle ne présente pas les mêmes garanties que celles exigées par la présente Convention ou tout au moins des garanties suffisantes. En cas de simultanéité de date entre une exposition organisée par un pays contractant et celle organisée par un pays non contractant, les autres pays contractants donneront de préférence, à moins de circonstances exceptionnelles, leur adhésion à la première.

## Article 8

Les pays qui veulent organiser une exposition visée par la présente Convention doivent adresser au Bureau international, six mois au moins avant les délais d'invitation fixés à l'article 5, une demande tendant à obtenir l'enregistrement de cette exposition. Cette demande comportera l'indication du titre de l'exposition et de sa durée; elle sera accompagnée de la classification, du règlement général, du règlement du jury et de tous les documents indiquant les mesures envisagées pour assurer la sécurité des personnes et des constructions, la protection de la propriété industrielle et artistique et pour satisfaire aux obligations prévues aux titres IV et V. Le Bureau n'accorde l'enregistrement que si l'exposition remplit les conditions de la présente Convention.

Aucun pays contractant n'acceptera l'invitation de participer à une exposition visée par la présente Convention si cette invitation ne fait pas mention que l'enregistrement a été accordé.

Toutefois les pays contractants qui ont reçu cette invitation restent entièrement libres de ne pas participer à une exposition organisée en conformité des stipulations de la présente Convention.

## Article 9

Quand un pays aura renoncé à organiser une exposition qu'il avait projetée et qui avait obtenu l'enregistrement, le Bureau international décidera de la date à laquelle il pourra être admis à concourir à nouveau avec les autres pays pour l'organisation d'une autre exposition.

## TITRE III

*Bureau International des Expositions*

## Article 10

Il est institué un Bureau international des Expositions chargé de veiller à l'application de la Convention. Ce Bureau comprend un Conseil d'administration assisté d'une Commission de classification, et un Directeur dont la nomination et les attributions sont fixées par le règlement prévu à l'article suivant.

La première réunion du Conseil d'administration du Bureau international sera convoquée à Paris par le Gouvernement de la République française dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la Convention. Au cours de cette réunion le Conseil fixera le siège du Bureau international<sup>(1)</sup> et élira le Directeur.

## Article 11

Le Conseil d'administration est composé de membres désignés par les pays contractants à raison de un à trois par pays. Il est autorisé à s'adjoindre, à titre consultatif, deux ou trois membres de la Chambre de Commerce internationale désignés par cette chambre.

Le Conseil statue sur toutes les questions pour lesquelles la présente Convention lui attribue compétence; il discute et adopte les règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement intérieur du Bureau international. Il arrête le budget des recettes et des dépenses, contrôle et approuve les comptes.

## Article 12.

Tout pays, quel que soit le nombre de ses délégués, dispose d'une voix au sein du Conseil. Tout pays peut confier sa représentation à la délégation d'un autre pays qui, dans ce cas, dispose d'un nombre de voix égal au nombre des pays qu'il représente. Un quorum des deux tiers des pays représentés au Conseil est requis pour la validité des délibérations.

Les votes ont lieu à la majorité absolue, sauf dans les cas suivants:

- 1°. Etablissement du règlement;
- 2°. Augmentation du budget;
- 3°. Rejet d'une requête présentée par un pays contractant ou admission d'une requête lorsque plusieurs pays sont en concurrence;
- 4°. Autorisation d'une exposition générale pour une durée supérieure à six mois.

Dans ces quatre cas, une majorité des deux tiers des pays représentés au Bureau international est requise.

## Article 13

La Commission de classification est composée des représentants de douze pays contractants, nommés par leur Gouvernement.

Ces pays sont désignés pour moitié par le Bureau international; l'autre moitié fait l'objet d'un roulement dans des conditions déterminées par le règlement du Bureau.

La Commission peut d'adjoindre, à titre consultatif, un ou deux membres de la Chambre de Commerce internationale désignés par cette Chambre.

Cette Commission soumet à l'approbation du Conseil d'administration la classification prévue à l'article 2 et les modifications qui pourraient y être apportées. Pour l'application des délais prévus à l'article 4, elle donne son avis sur la question de savoir si une exposition soumise à l'enregistrement est spéciale ou générale et, si, malgré son titre et sa classification, elle n'est pas de même nature qu'une exposition précédente ou qu'une exposition spéciale qui s'organise à la même date.

## Article 14

Le budget du Bureau est provisoirement fixé à 4000 livres sterling. Les dépenses du Bureau sont supportées par les pays contractants dont les parts contributives sont déterminées de la manière suivante: la part des pays membres de la Société des Nations est déterminée en proportion de la contribution que ces pays versent à la Société des Nations<sup>(1)</sup>.

Sauf le cas d'augmentation du budget ci-dessus fixé, la part des pays les plus imposés ne peut dépasser 500 livres sterling. Les pays qui ne sont pas membres de la Société des Nations désignent, en tenant compte de leur développement économique, un pays membre de la Société des Nations, et leur part est égale à celle qui est versée par le pays ainsi désigné.

Le Conseil d'administration peut en outre autoriser la perception de toutes autres recettes en rémunération des services rendus aux groupements ou aux particuliers.

## TITRE IV

*Obligations du pays qui invite et des pays participant*

## Article 15

Le Gouvernement qui invite à une exposition internationale doit nommer un Commissaire du Gouvernement ou un Délégué chargé de la représenter et de garantir l'exécution des engagements pris vis-à-vis des participants étrangers. Le Commissaire ou le Délégué doit en outre prendre toutes mesures utiles pour la sauvegarde matérielle des objets exposés.

<sup>(1)</sup> Dans sa séance du 20 janvier 1931, le Conseil d'Administration du Bureau international a approuvé un budget provisoire de 292 000 francs et fixé la part unitaire de la contribution à 700 francs. C'est cette part unitaire multipliée par le chiffre attribué à chaque pays dans le barème des cotisations de la Société des Nations (voir p. 46) qui constitue la part contributive des pays adhérents.

<sup>(1)</sup> Le Conseil d'Administration du Bureau international dans sa séance du 19 janvier 1931 a décidé que le Bureau international aurait son siège à Paris.

## Article 16

Les Gouvernements des pays participants doivent nommer des Commissaires ou Délégués pour les représenter et veiller au respect des règlements édictés à l'occasion de la manifestation.

Les Commissaires ou Délégués sont seuls chargés de régler l'attribution ou la répartition des emplacements entre les exposants dans les pavillons de leurs pays et dans les sections nationales.

## Article 17

Dans une exposition générale, il ne peut être perçu par l'Administration aucune taxe pour les emplacements couverts et découverts prévus au programme de l'Exposition et attribués à chaque pays participant.

## Article 18

Dans toute exposition visée par la présente Convention, les objets étrangers passibles de droits de douane et taxes sont admis en franchise temporaire à condition d'être réexportés. Un certificat de l'expéditeur accompagnant les marchandises atteste le nombre et la nature, les marques et numéros des colis ainsi que la dénomination commerciale des produits, leur poids, origine et valeur. Les objets sont dédouanés dans les locaux de l'Exposition sans être soumis à un examen douanier à la frontière. Les dispositions précédentes sont applicables sous réserve des règlements douaniers du pays organisateur de l'Exposition.

Lorsque d'après la législation nationale du pays qui invite, un cautionnement est nécessaire pour l'obtention de la franchise temporaire prévue au paragraphe précédent, le cautionnement donné par le Commissaire de chaque pays participant au nom de ses exposants sera considéré comme une garantie suffisante pour le paiement des droits de douane et des autres droits et taxes frappant les objets exposés qui ne seraient pas réexportés après la clôture de l'Exposition dans les délais fixés.

Sont exclus du bénéfice de la franchise temporaire de droits les stocks de marchandises qui ne constituent pas des échantillons proprement dits et qui sont importés dans le seul but d'être mis en vente au cours de l'Exposition.

En cas de destruction totale ou partielle des objets exposés, l'exposant bénéficie de la franchise:

1°. S'il justifie que les quantités non représentées ou que les objets détériorés ont été utilisés pour les services de l'Exposition ou ne peuvent plus être vendus en raison de leur nature périssable; et

2°. si le tarif douanier ne frappe d'aucune taxe ou droit d'entrée les objets détériorés ou inutilisables.

Ce bénéfice ne sera pas accordé lorsque les objets auront été livrés à la consommation à laquelle ils sont normalement destinés.

Les justifications prévues à l'alinéa 4 sont présentées par le Commissaire ou le Délégué du pays auquel ressortit l'exposant; la décision appartient à l'Administration du pays où l'exposition a lieu.

Doivent être considérés comme objets destinés à l'exposition pour application des dispositions qui précèdent:

1°. Les matériaux de construction, même s'ils sont importés à l'état de matière première destinée à être travaillée après l'arrivée dans le pays où l'exposition a lieu;

2°. Les outils, le matériel de transport pour les travaux de l'exposition;

3°. Les objets servant à la décoration intérieure et extérieure des locaux, stands, étalages des exposants;

4°. Les objets servant à la décoration et à l'ameublement des locaux affectés aux commissaires ou délégués des pays participants, ainsi que les articles de bureau destinés à leur usage.

5°. Les objets et produits employés aux installations et au fonctionnement des machines ou appareils exposés;

6°. Les échantillons nécessaires aux jurys pour l'appréciation et le jugement des objets exposés, sous réserve de la production d'une attestation du Commissaire de la section mentionnant la nature et la quantité des objets consommés.

En outre, sont exonérés de droits:

1°. Les catalogues, brochures et affiches officiels, illustrés ou non, publiés par les pays participant à l'Exposition;

2°. Les catalogues, brochures, affiches et toutes autres publications illustrés ou non, distribués gratuitement par les exposants des objets étrangers dans l'enceinte de l'exposition et seulement pendant sa durée.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux objets qui, par suite, de la législation du pays organisateur, font partie d'un monopole d'Etat ou dont la vente est défendue ou réglementée par licence, sauf sous des conditions prescrites par le Gouvernement de ce pays. Toutefois l'exposition de ces produits reste autorisée, sous réserve des mesures de contrôle en vue d'en interdire la vente.

## Article 19

Le règlement de toute Exposition internationale doit comporter une clause qui donne à l'exposant le droit de retirer sa déclaration de participation, dans le cas où une aggravation des droits applicables aux produits de cet exposant interviendrait après l'acceptation de participer à l'Exposition.

## Article 20

A l'issue de l'exposition, l'exposant peut, si toutefois la législation du pays où a lieu l'exposition ne s'y oppose pas, vendre et livrer les échantillons exposés. Dans ce cas, il n'est pas assujéti à d'autres taxes que celles qu'il aurait à acquitter dans le cas d'importation directe.

## Article 21

Dans une exposition internationale, il ne peut être fait usage, pour désigner un groupe ou un établissement, d'une appellation géographique se rapportant à un pays participant qu'avec l'autorisation du Commissaire ou délégué de ce pays.

En cas de non-participation de pays contractants, de telles interdictions sont prononcées pas l'Administration de l'Exposition sur la demande des Gouvernements intéressés.

## Article 22

Dans une exposition, ne sont considérées comme nationales et, en conséquence, ne peuvent être désignées sous cette dénomination que les sections constituées sous l'autorité d'un Commissaire ou d'un Délégué nommé conformément aux articles 15 et 16 par le Gouvernement du pays organisateur ou participant.

## Article 23

La section nationale d'un pays ne peut comprendre que les objets appartenant à ce pays.

Toutefois peut y figurer, avec l'autorisation du Commissaire ou du Délégué du pays intéressé, un objet appartenant à un autre pays, à condition qu'il ne serve qu'à compléter l'installation, qu'il soit sans influence sur l'attribution de la récompense à l'objet principal et, qu'à ce titre, il ne bénéficie lui-même d'aucune récompense.

Sont considérés comme appartenant à l'industrie et à l'agriculture d'un pays les objets qui ont été extraits de son sol, récoltés ou fabriqués sur son territoire.

## Article 24

A moins de dispositions contraires dans la législation du pays organisateur, il ne doit en principe être concédé, dans une exposition, aucun monopole de quelque nature qu'il soit. Toutefois, l'Administration de l'exposition pourra, si elle le juge indispensable, accorder les monopoles suivants: éclairage, chauffage, dédouanement, manutention et publicité à l'intérieur de l'exposition. Dans ce cas, elle aura à remplir les conditions suivantes:

1°. Indiquer l'existence de ce ou ces monopoles dans le règlement de l'exposition et dans le bulletin d'adhésion à faire signer par les exposants;

2°. Assurer l'usage des services monopolisés aux exposants aux conditions habituellement appliquées dans le pays;

3°. Ne limiter en aucun cas les pouvoirs des Commissaires dans leur sections respectives.

Le Commissaire du pays organisateur prendra toute mesure pour que les tarifs de main-d'oeuvre demandés aux pays participants ne soient pas plus élevés que ceux demandés à l'Administration du pays organisateur.

## Article 25

Chaque pays où a lieu une exposition internationale offrira ses bons offices pour obtenir de ses administrations, compagnies et entreprises de chemins de fer, de navigation ou d'aviation, des facilités de transport, au profit des objets destinés à cette exposition.

## Article 26

Chaque pays usera de tous les moyens qui, d'après sa législation lui paraîtront les plus opportuns, pour agir contre les promoteurs d'expositions fictives ou d'expositions auxquelles les participants sont frauduleusement attirés par des promesses, annonces ou réclames mensongères.

## TITRE V

*Récompenses*

## Article 27

Le règlement général de l'exposition devra indiquer si, indépendamment des brevets de participation qui peuvent toujours être accordés, des récompenses seront ou non décernées aux exposants. Dans le cas où des récompenses seraient prévues, leur attribution peut être limitée à certaines classes.

Avant l'ouverture de l'exposition, les exposants qui y prennent part soit dans les sections, soit dans leur pavillon national et qui voudraient rester en dehors de l'attribution des récompenses en feront la déclaration à l'administration de l'exposition, par l'entremise de leurs Commissaires ou Délégués.

Les membres du jury restent obligatoirement en dehors de l'attribution des récompenses.

## Article 28

La participation à une exposition est libre ou soumise à une admission préalable.

La participation est libre, lorsque tous les objets peuvent être admis à l'exposition sous la réserve que l'exposant ait souscrit en temps voulu le bulletin d'adhésion et rempli les conditions générales établies pour cette adhésion.

La participation est soumise à une admission préalable, lorsque le règlement général édicte que les objets appelés à figurer dans l'exposition doivent satisfaire à certaines conditions spéciales, telles que la bonne fabrication ou l'originalité.

Dans ce cas, le règlement fera connaître les procédés que le pays organisateur aura adoptés pour effectuer l'admission des objets dans sa section nationale afin de permettre aux pays invités de s'y référer, chaque pays gardant la faculté d'appliquer ces procédés selon son appréciation.

## Article 29

L'appréciation et le jugement des objets exposés sont confiés à un jury international, constitué en conformité des règles suivantes:

1°. Chaque pays est représenté dans le jury en proportion de la part qu'il prend à l'exposition, en tenant surtout compte du nombre des exposants, non compris les collaborateurs et coopérateurs, et de la superficie qu'ils occupent.

Chaque pays a droit à un juré au moins dans toute classe où ses produits sont exposés, sauf dans le cas où l'Administration de l'exposition et le Commissaire ou Délégué du pays intéressé sont d'accord pour reconnaître que cette représentation n'est pas justifiée par l'importance de sa participation dans cette classe.

Aucun pays ne peut avoir plus de sept jurés dans une même classe; toutefois cette limitation n'est pas applicable aux classes de l'alimentation liquide et solide;

2°. Les fonctions de juré doivent être attribuées à des personnes possédant les connaissances techniques nécessaires;

3°. Les jurés ne peuvent être investis de leurs fonctions qu'avec l'agrément de leur gouvernement;

4°. Le jury comporte trois degrés de juridiction ou instances.

## Article 30

Les récompenses se divisent en cinq catégories:

1°. Grands prix;

2°. Diplômes d'honneur;

3°. Médailles d'or;

4°. Médailles d'argent;

5°. Médailles de bronze.

En outre, il peut être attribué, sur la proposition des exposants récompensés ou membres du jury des diplômes à leurs collaborateurs ou coopérateurs.

La qualité de membre du jury peut être mentionnée par le titulaire de cette fonction dans tous les cas où les exposants sont autorisés à rappeler leurs récompenses.

La qualification de „hors concours” est désormais interdite tant pour les membres du jury que pour les exposants qui ont demandé à rester en dehors de l'attribution des récompenses.

## Article 31

Le palmarès de l'Exposition sera enregistré au Bureau international. Les lauréats ne pourront se prévaloir des récompenses accordés qu'à la condition de mentionner, après la récompense, le titre exact de l'exposition. Ils seront autorisés à ajouter à cette mention la monogramme du Bureau international. Le Bureau international des Expositions fera connaître au Bureau international de la Propriété industrielle à Berne, les expositions enregistrées et lui fera parvenir les palmarès.

## Article 32

Il sera établi, par les soins du Bureau international, des règlements type fixant les conditions générales de composition et de fonctionnement des jurys et déterminant le mode d'attribution des récompenses. L'adoption en sera recommandée aux pays organisateurs.

## TITRE VI

*Dispositions finales*

## Article 33

La présente convention sera ratifiée.

a. Chaque Gouvernement, dès qu'il sera prêt au dépôt des ratifications, en informera le Gouvernement français. Dès que sept Gouvernements se seront déclarés prêts à effectuer ce dépôt, il y sera procédé au cours du mois qui suivra la réception de la dernière déclaration par le Gouvernement français et au jour fixé par ledit Gouvernement.

b. Les ratifications seront déposées dans les archives du Gouvernement français.

c. Le dépôt des ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des pays qui y prennent part et par le Ministre des Affaires étrangères de la République française.

d. Les Gouvernements des pays signataires qui n'auront pas été en mesure de déposer l'instrument de ratification dans les conditions prescrites au paragraphe „a” du présent article pourront le faire ultérieurement au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement de la République française et accompagnée de l'instrument des ratifications.

e. Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratification et des notifications mentionnées à l'alinéa précédent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement français et par la voie diplomatique, remise aux Gouvernements qui ont signé la présente Convention ou y ont adhéré. Dans le cas visé par l'alinéa précédent, le Gouvernement français fera connaître en même temps la date à laquelle il aura reçu la notification.

## Article 34

a. La présente Convention ne s'applique de plein droit qu'aux territoires métropolitains des pays contractants;

b. Si un pays en désire la mise en vigueur dans ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat, son intention sera mentionnée dans l'instrument même de ratification ou sera l'objet d'une notification adressée par écrit au Gouvernement français, laquelle sera déposée dans les archives de ce Gouvernement.

Si ce procédé est choisi, le Gouvernement français transmettra aux Gouvernements des pays signataires et adhérents, copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle elle a été reçue;

c. Les expositions qui ne comprennent que les produits de la métropole et des colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat, sont considérées comme expositions nationales, et par suite non visées par la présente Convention, sans qu'il y ait lieu de rechercher si cette Convention a été étendue à ces territoires.

## Article 35

a. Après l'entrée en vigueur de la présente convention tout pays non signataire pourra y adhérer à toute époque.

b. A cet effet, il notifiera, par écrit, et par la voie diplomatique, au Gouvernement français son adhésion, qui sera déposée dans les archives de ce Gouvernement.

c. Le Gouvernement français transmettra immédiatement aux Gouvernements des pays signataires et adhérents copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle elle a été reçue.

#### Article 36

La présente Convention produira effet, pour les pays contractants qui auront participé au premier dépôt des ratifications, un mois après la date du procès-verbal. Pour les pays qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront ainsi que pour les colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat non mentionnés dans les instruments de ratification, la Convention produira effet un mois après la date de réception des notifications prévues aux articles 33, alinea d, 34, alinea b, 35, alinea b.

#### Article 37

Les pays contractants ne peuvent pas dénoncer la présente Convention avant un délai de cinq ans à compter de son entrée en vigueur.

La dénonciation pourra alors être effectuée à toute époque par une notification adressée au Gouvernement de la République française. Elle produira ses effets un an après la date de réception de cette notification. Copie certifiée conforme de la notification, avec indication de la date à laquelle elle a été reçue, sera immédiatement transmise par le Gouvernement de la République française aux Gouvernements des pays signataires et adhérents.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires sous suzeraineté ou sous mandat.

#### Article 38

Si, par suite de dénonciations, le nombre des pays contractants était réduit à moins de sept, le Gouvernement de la République française convoquerait aussitôt une Conférence internationale pour convenir de toutes mesures à prendre.

#### Article 39

Le Gouvernement de la République française communiquera également au Bureau international, copie de toutes ratifications, adhésions et dénonciations.

#### Article 40

La présente Convention pourra être signée à Paris jusqu'au 30 avril 1929.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires ci-après désignés ont signé la présente Convention.

FAIT A PARIS, le vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique à tous gouvernements des pays représentés à la Conférence de Paris.

Pour l'Albanie:

DR. STAVRO STAVRI

Pour l'Allemagne:

DR. PETER MATHIES  
EMIL WIEHL  
DR. HANN S HEIMANN

Pour l'Australie:

F. C. FARAKER

Pour l'Autriche:

GRUNBERGER

Pour la Belgique:

E. DE GAIFFIER

Pour le Brésil:

F. GUIMARAES

Pour le Canada:

PHILIPPE ROY

Pour la Colombie:

JOSE DE LA VEGA

Pour Cuba:

HERNANDEZ PORTELA

Pour le Danemark:

H. A. BERNHOFT

Pour la République Dominicaine:

DR. T. FRANCO FRANCO

Pour l'Espagne:

CARLOS DE GOYENECHÉ

Pour la France:

P. CHAPSAL  
CHARMEIL  
R. COULONDRE  
J. LESOUFACHÉ  
G. ROGER SANDOZ  
BARON THÉNARD

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

E. CROWE  
J. R. CAHILL  
R. W. C. COLE

Pour la Grèce:

N. POLITIS

Pour le Guatemala:

JOSE MATOS

Pour Haïti:

NEMOURS

Pour la Hongrie:

FREDERIC VILLANI

Pour l'Italie:

GIOVANNI BELLI

Pour le Japon:

R. KAWAI

Pour le Maroc:

J. NACIVET

Pour les Pays-Bas:

E. H. KRELAGE

Pour le Pérou:

M. H. CORNEJO

Pour la Pologne:

OTHON WECLAWOWICZ

Pour le Portugal:

A. DA GAMA OCHOA

Pour la Roumanie:

CONST. DIAMANDY

Pour le Ro, aume des Serbes, Croates et Slovènes:

MILIVOJ PILYA

Pour la Suède:

Sous réserve de ratification par S. M. le Roi avec approbation du Riksdag

ALBERT EHRENSVARD

JOSEPH SACHS

S. BERJIUS

Pour la Suisse:

DUNANT

DR. M. G. LIÉNERT

GUSTAV BRANDT

Pour la Tunisie:

H. GEOFFROY—SAINT-HILAIRE

Pour l'Union des Républiques Soviétiques socialistes:

M. TOUMANOFF

G. LACHEKVITCH

M. RAFALOFF

## PROTOCOLE

Les Plénipotentiaires soussignés, réunis à la data de ce jour, ont émis les voeux suivants, qu'ils croient spécialement recommander à leurs Gouvernements respectifs:

### 1er Voeu

La Conférence a été appelée à constater la difficulté de différencier nettement les Expositions et les Foires. Elle estime que l'application de la présente Convention ne donnera pleine satisfaction que lorsque toutes les manifestations de présentation de modèles et d'échantillons de quelque nature qu'elles soient, seront réglementées.

La Conférence émet le voeu que la question de la réglementation des Foires et autres manifestations non visées par la Convention soit étudiée dans les dix-huit mois qui suivront la signature de la présente Convention par une Conférence qui établirait une Convention réglementant ces diverses manifestations.

La Conférence émet le voeu qu'une Commission composée des représentants des pays dont les délégués ont été appelés à présider les Commissions et Sous-Commissions de la présente Conférence, à savoir: France, Allemagne, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Italie, Belgique, Brésil, Espagne, Japon, Pays-Bas, Suède et Suisse, et à laquelle la Chambre de Commerce internationale sera associée, soit convoquée, par les soins du Gouvernement français, pour préparer un projet de Convention à soumettre à la Conférence projetée.

Cette Commission, après avoir nommé son Président, consultera les grands organismes économiques des différents pays et les organisations de Foires et fera un rapport destiné à appuyer le texte qu'elle présentera à l'approbation de la future Conférence.

En raison de la connexité existant entre les Expositions et les Foires, cette Commission aura compétence pour étudier les moyens d'application de la Convention concernant les Expositions, et préparer un projet de règlement du Bureau international à soumettre au Conseil d'administration de cette institution.

### 2e Voeu

La Conférence émet le voeu qu'il ne soit réclamé à l'exposant en raison de l'activité commerciale qu'il déploie dans son stand aucune imposition de caractère fiscal, à condition toutefois que cet exposant ne fasse pas d'opérations de vente à emporter, mais qu'il se borne seulement à prendre des commandes.

### 3e Voeu

La Conférence émet le voeu que les droits de douane ne soient pas élevés sur les articles susceptibles d'être exposés, durant les six mois qui précèdent l'ouverture de l'Exposition et jusqu'à la fin de celle-ci et que ne soit appliquée aucune augmentation desdits droits à toutes marchandises importées pendant un délai d'un an après la clôture de l'exposition, par suite de commandes prises et dûment enregistrées auprès du Commissariat de l'Exposition.

### 4e Voeu

La Conférence émet le voeu que ne soient pas admis à figurer à l'exposition les objets et les produits portant faussement comme indication de provenance le nom d'un pays d'une localité ou d'une ville déterminée, et que le représentant des pays intéressés soit autorisé à en demander l'exclusion.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole. Fait à Paris, le vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit.

Pour l'Albanie:

DR. STAVRO STAVRI

Pour l'Allemagne:

DR. PETER MATHIES

EMIL WIEHL

DR. HANNS HEIMANN

Pour l'Australie:

F. C. FARAKER

Pour la Belgique:

E. DE GAIFFIER

Pour le Brésil:

M. GUIMARAES

Pour le Canada:

PHILIPPE ROY

Pour la Colombie:

JOSE DE LA VEGA

Pour Cuba:

R. HERNANDEZ PORTELA

Pour le Danemark:

H. A. BERNHOFT

Pour la République Dominicaine:

DR. T. FRANCO FRANCO

Pour l'Espagne:

CARLOS DE GOYENECHÉ

Pour la France:

P. CHAPSAL

CHARMEIL

R. COULONDRE

J. LESOUFACHE

G. ROGER SANDOZ

BARON THENARD

## Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

E. CROWE  
J. R. CAHILL  
R. W. C. COLE

## Pour la Grèce:

N. POLITIS

## Pour le Guatemala:

JOSE MATOS

## Pour Haïti:

NEMOURS

## Pour la Hongrie:

FREDERIC VILLANI

## Pour l'Italie:

GIOVANNI BELLI

## Pour le Japon:

H. KAWAI

## Pour le Maroc:

J. NACIVET

## Pour les Pays-Bas:

E. H. KRELAGE

## Pour le Pérou:

M. H. CORNEJO

## Pour le Portugal:

A. DA GAMA OCHOA

## Pour la Roumanie:

CONST. DIAMANDY

## Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

MILIVOJ PILYA

## Pour la Suède:

Sous réserve de ratification de Sa Majesté le Roi avec appro-  
bation du Riksdag

ALBERT EHRENSVARD  
JOSEPH SACHS  
S. BERJIUS

## Pour la Suisse:

DUNANT  
DR. M. G. LIENERT  
GUSTAV BRANDT

## Pour la Tunisie:

H. GEOFFROY—SAINT-HILAIRE

## Pour l'Union des Républiques Soviétiques socialistes:

M. TOUMANOFF  
G. LACHKEVITCH  
M. RAFALOFF



**PROTOCOLE PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION SIGNÉ À PARIS LE 22 NOVEMBRE 1928  
CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES**

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements énumérés ci-après, se sont réunis en conférence à Paris le 10 mai 1948 et sont convenus d'un commun accord et sous réserves de ratification des dispositions suivantes:

*Article 1er.* Les articles 2, 3 et 4 de la Convention du 22 Novembre 1928 sont abrogés et remplacés par les articles suivants:

*Article 2.* Une exposition est générale lorsqu'elle comprend les produits de l'activité humaine appartenant à plusieurs branches de la production ou qu'elle est organisée en vue de faire ressortir l'ensemble des progrès réalisés dans un domaine déterminé, tel que l'hygiène, les arts appliqués, le confort moderne, le développement colonial, etc...

Elle est spéciale quand elle n'intéresse qu'une seule science appliquée (électricité, optique, chimie, etc...); une seule technique (textile, fonderie, arts graphiques, etc...); une seule matière première (cuirs & peaux, soie, nickel, etc...); un seul besoin élémentaire (chauffage, alimentation, transport, etc...); elle ne doit pas comporter de pavillons nationaux.

Il sera établi par les soins du Bureau International prévu à l'article 10, une classification des Expositions qui servira de base pour déterminer les professions et les objets pouvant prendre place dans une exposition spéciale en vertu de l'alinéa précédent. Cette liste pourra être révisée tous les ans.

*Article 3. Durée des Expositions.* La durée des Expositions internationales ne doit pas dépasser six mois. Cette durée est fixée au moment de l'enregistrement de l'exposition et elle ne pourra être prolongée dans la suite, par le Bureau qu'en cas de force majeure résultant d'événements survenus au cours de l'exploitation tels qu'incendie, inondations, troubles sociaux, ayant eu pour effet de mettre l'exposition dans l'impossibilité soit d'ouvrir à la date officielle fixée, soit de fonctionner normalement dans le temps assigné à sa durée. L'appréciation d'une demande tendant à la prolongation et présentée par le pays organisateur de l'exposition est laissée au Bureau.

La prolongation accordée sera mesurée en fonction de la durée du non fonctionnement de l'exposition. Cette prolongation commencera à courir à partir de la date que le pays organisateur indiquera et qui, en aucun cas, ne pourra être éloignée de plus de six mois de la date de fermeture de ladite Exposition.

*Article 4. Fréquence des Expositions.* La fréquence des expositions internationales visées par la présente convention est réglementée selon les principes suivants:

Les Expositions générales sont rangées en deux catégories:

*Première catégorie:* les expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux;

*Deuxième catégorie:* les expositions générales qui ne laissent à aucun pays invité la faculté de construire un pavillon.

Pour l'organisation des expositions internationales le monde est divisé en trois zones à savoir: la zone d'Europe, la zone des deux Amériques et la 3ème pour le reste du monde. Les pays dont le territoire s'étend sur deux zones doivent choisir celle dans laquelle ils entendent être classés.

Dans un même pays, il ne peut être organisé, au cours d'une période de 15 années, qu'une exposition générale de 1ère catégorie;

un intervalle de 10 années doit séparer deux expositions générales de toute catégorie.

Aucun pays contractant ne peut organiser de participations à une exposition générale de 1ère catégorie que dans le cas où cette exposition suivrait, d'au moins six années, l'exposition générale de 1ère catégorie précédente dans la même zone ou d'au moins deux années dans n'importe quelle zone. Il ne peut organiser de participation à une exposition générale de 2ème catégorie que si celle-ci est séparée de l'exposition générale qui l'a précédée par un intervalle de deux ans dans la même zone et d'un an dans toute autre zone. Ces deux intervalles sont portés respectivement à quatre et deux ans lorsqu'il s'agit d'expositions de même nature.

Les délais prévus au paragraphe précédent sont appliqués sans qu'il y ait lieu de faire de distinctions entre les expositions organisées par un pays adhérent ou non à la Convention.

Des expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires des pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau International des Expositions peut réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'à un minimum de trois années, lorsqu'il estime que ce délai est justifié par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée aux expositions qui se tiennent déjà traditionnellement dans certains pays à un intervalle inférieur à cinq années.

Des expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'intervalle.

Les délais mentionnés dans le présent article ont pour point de départ la date d'ouverture effective de l'exposition.

*Article II.* L'article 10 de la Convention du 22 novembre 1928 est complété par la disposition suivante:

Lorsque le poste de Directeur est vacant, le Conseil du Bureau International des Expositions élit à la majorité absolue, un Directeur de la nationalité d'un pays adhérent à la Convention. Le Directeur est nommé pour un nombre d'années déterminé par le règlement intérieur. Sa rémunération est fixée par le Conseil sur la proposition de la Commission du Budget.

*Article III.* Tout Etat pourra adhérer au présent Protocole en notifiant par écrit et par la voie diplomatique, au Gouvernement Français, son adhésion qui sera déposée dans les archives de celui-ci.

Toute accession nouvelle à la Convention du 22 novembre 1928 entraînera de plein droit l'adhésion au présent Protocole.

Le Gouvernement Français transmettra immédiatement aux Gouvernements signataires et adhérents et au Président du Bureau International des Expositions la copie certifiée conforme de la notification en indiquant la date à laquelle elle a été reçue.

*Article IV.* Le présent Protocole sera ratifié. Chaque Puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement Français qui en donnera avis aux autres signataires. Le présent Protocole entrera en vigueur pour chaque pays signataire le jour même du dépôt de son acte de ratification.

Fait à Paris, le

## VERTALING

## VERDRAG NOPENS INTERNATIONALE TENTOONSTELLINGEN

Parijs, 22 November 1928

De ondergetekenden, gevolmachtigden van de hierna genoemde Regeringen, in conferentie te Parijs verenigd van 12 tot 22 November 1928, zijn eenstemmig en onder voorbehoud van bekrachtiging het eens geworden nopens de volgende bepalingen:

## HOOFDSTUK I

*Omschrijving*

## Artikel 1

De bepalingen van dit verdrag hebben slechts betrekking op officiële of officieel erkende internationale tentoonstellingen.

Als officiële of officieel erkende internationale tentoonstelling wordt beschouwd elke manifestatie, onder welke benaming ook, waartoe vreemde landen langs diplomatieke weg worden uitgenodigd, die, in het algemeen, een niet periodiek karakter heeft, waarvan het hoofddoel is de vorderingen, door verschillende landen in één of meer takken van voortbrenging bereikt, te doen uitkomen, en waar in beginsel generlei verschil wordt gemaakt tussen kopers of bezoekers, wat de toegang tot de tentoonstellingslokaliteiten betreft.

Aan de bepalingen van dit verdrag zijn niet onderworpen:

- 1°. de tentoonstellingen met een duur van minder dan drie weken;
- 2°. tentoonstellingen op wetenschappelijk gebied, ingericht ter gelegenheid van internationale congressen, onder voorwaarde, dat de duur die, voorzien onder 1°. niet overschrijdt;
- 3°. de tentoonstellingen van schone kunsten;
- 4°. de tentoonstellingen, ingericht door één land in een ander land, op uitnodiging van dit laatste.

De verdragsluitende landen zijn het eens, om de bescherming en de Rijkssubsidies, evenals de andere voordelen, voorzien in de hierna volgende hoofdstukken III, IV en V, te weigeren aan internationale tentoonstellingen, die, vallend onder de toepassing van dit verdrag, de verplichtingen, die daarin zijn voorzien, niet zouden nakomen.

## Artikel 2.

Een tentoonstelling is algemeen, wanneer deze omvat de voortbrengselen van de menselijke werkkraft of vlijt, behorend tot verschillende takken van voortbrenging of als deze ingericht is om de gezamenlijke vorderingen op een bepaald gebied, als b.v. de hygiëne, de toegepaste kunst, het hedendaagse stoffelijk welzijn, de koloniale ontwikkeling, enz. te doen uitkomen.

Zij is speciaal, indien zij slechts betrekking heeft op één enkele toegepaste wetenschap (electriciteit, optiek, scheikunde, enz.), één enkele techniek (textielbedrijf, gieterij, graphische kunsten, enz.), één enkele grondstof (leder en huiden, zijde, nikkel, enz.), één enkele eerste levensbehoefte (verwarming, voeding, vervoer, enz.).

Door de zorgen van het Internationaal Bureau, voorzien bij artikel 10, zal een klasse-indeling van de tentoonstellingen worden gemaakt, die tot basis zal dienen ter vaststelling van de bedrijven en de goederen, welke krachtens de vorige alinea op een speciale tentoonstelling een plaats kunnen vinden. Deze lijst zal elk jaar kunnen worden herzien.

## Artikel 3

De duur van internationale tentoonstellingen mag zes maanden niet te boven gaan; nochtans kan het Internationaal Bureau voor een algemene tentoonstelling machtiging verlenen voor langere tijdsduur, welke duur in geen geval twaalf maanden te boven zou mogen gaan.

## HOOFDSTUK II

*Veelvuldigheid van tentoonstellingen*

## Artikel 4

De veelvuldigheid van internationale tentoonstellingen, bedoeld bij dit verdrag, wordt naar de volgende beginselen geregeld:

De algemene tentoonstellingen worden in twee categorieën verdeeld:

Eerste categorie: de algemene tentoonstellingen, welke voor de uitgenodigde landen de verplichtingen medebrengen om nationale paviljoens te bouwen;

Tweede categorie: de algemene tentoonstellingen, die voor de uitgenodigde landen voormelde verplichting niet medebrengen.

In één en hetzelfde land mag in een tijdperk van vijftien jaren niet meer dan één algemene tentoonstelling van de eerste categorie worden ingericht, een tussentijd van tien jaren dient twee algemene tentoonstellingen van elke categorie te scheiden.

Geen der verdragsluitende landen mag deelneming aan een algemene tentoonstelling van de eerste categorie inrichten dan in het geval, dat deze tentoonstelling minstens zes jaren zou komen na de vorige algemene tentoonstelling van de eerste categorie. Het mag slechts deelneming aan een algemene tentoonstelling van de tweede categorie inrichten, als deze van de algemene tentoonstelling, die haar voorafging door een tussenpoos van twee jaren is gescheiden. Deze tussenpoos wordt gebracht op vier jaren, indien het tentoonstellingen van dezelfde aard betreft.

De termijnen, in de vorige paragraaf voorzien, zijn van toepassing, zonder dat er aanleiding is onderscheid te maken tussen tentoonstellingen, ingericht door een al of niet tot het verdrag toegetreden land.

Speciale tentoonstellingen van dezelfde aard mogen niet gelijktijdig worden gehouden op het grondgebied van de verdragsluitende landen. Een termijn van vijf jaren is verplicht vóórdat zij in één en hetzelfde land weder kunnen plaats hebben. Evenwel kan het Internationaal Bureau deze laatste termijn bij uitzondering terugbrengen tot een minimum van drie jaren, indien het van oordeel is, dat deze termijn wordt gerechtvaardigd door de snelle ontwikkeling van deze of gene tak van voortbrenging. Dezelfde termijnsvermindering kan worden toegestaan aan tentoonstellingen, die in sommige landen reeds plegen te worden gehouden met een tussenpoos van minder dan vijf jaren.

Speciale tentoonstellingen van verschillende aard mogen in één en hetzelfde land niet plaats hebben met een tussenpoos van minder dan drie maanden.

De termijnen, in dit artikel genoemd, gaan in met de datum van opening van de tentoonstelling.

## Artikel 5

Het verdragsluitende land, op welks grondgebied een tentoonstelling wordt ingericht overeenkomstig de bepalingen van dit verdrag, is verplicht, onder voorbehoud van artikel 8 hierna, langs diplomatieke weg een uitnodiging te richten tot de vreemde landen:

Drie jaren te voren, indien het betreft algemene tentoonstellingen van de eerste categorie;

Twee jaren te voren voor algemene tentoonstellingen van de tweede categorie;

Eén jaar te voren voor speciale tentoonstellingen.

Geen Regering mag een deelneming aan een internationale tentoonstelling inrichten of beschermen, indien bovenstaande uitnodiging niet is toegezonden.

## Artikel 6

Indien verschillende landen gelijktijdig de inrichting van een internationale tentoonstelling beogen, zullen zij met elkaar van gedachten wisselen om vast te stellen welk land het voorrecht van de inrichting zal verkrijgen.

Voor het geval overeenstemming niet zal kunnen worden bereikt, zullen zij de scheidsrechterlijke uitspraak van het Internationaal Bureau inroepen, dat rekening zal houden met de aangevoerde overwegingen en inzonderheid met de bijzondere redenen van geschiedkundige of zedelijke aard, met de periode, verlopen sedert de laatste tentoonstelling en met het aantal manifestaties, welke reeds door de concurrerende landen zijn gehouden.

#### Artikel 7

Indien een tentoonstelling, voldoende aan de eigenschappen van de manifestaties, omschreven bij artikel 1, wordt ingericht in een land, dat niet tot dit verdrag is toetgetreden, zullen de verdragsluitende landen, alvorens de uitnodiging tot deze tentoonstelling aan te nemen, het advies van het Internationaal Bureau vragen.

Zij zullen hun goedkeuring aan de ontworpen tentoonstelling niet geven, indien zij niet dezelfde waarborgen biedt, als die geëist door dit verdrag, of ten minste voldoende waarborgen. In geval de datum van een tentoonstelling, ingericht door een verdragsluitend land samenvalt met die van een tentoonstelling ingericht door een niet verdragsluitend land, zullen de andere verdragsluitende landen bij voorkeur, buitengewone omstandigheden voorbehouden, hun goedkeuring aan de eerste geven.

#### Artikel 8

Landen, die een tentoonstelling, bedoeld in dit verdrag, wensen in te richten, behoren minstens zes maanden voor de uitnodigingstermijnen, vastgesteld in artikel 5, tot het Internationaal Bureau een aanvraag te richten ten doel hebbende de inschrijving van deze tentoonstelling te verkrijgen. Deze aanvraag moet inhouden de aanduiding van de naam van de tentoonstelling en van haar duur, zij dient vergezeld te zijn van de klasse-indeling, het algemene reglement, het reglement voor de jury en van alle bescheiden aangevende de maatregelen, beoogd om de veiligheid van personen en gebouwen, de bescherming van de industriële en artistieke eigendom te verzekeren en om te voldoen aan de verplichtingen, voorzien in de hoofdstukken IV en V. Het Bureau staat de inschrijving slechts toe, indien de tentoonstelling beantwoordt aan de voorwaarden van dit verdrag.

Geen der verdragsluitende landen zal de uitnodiging tot deelneming aan een tentoonstelling, bedoeld in dit verdrag, aanvaarden, indien deze uitnodiging niet de mededeling inhoudt, dat de inschrijving is toegestaan.

Nochtans blijven de verdragsluitende landen, die deze uitnodiging hebben ontvangen, geheel vrij om zich van deelneming aan een tentoonstelling, ingericht in overeenstemming met de bepalingen van dit verdrag, te onthouden.

#### Artikel 9

Indien een land er van zal hebben afgezien om een tentoonstelling in te richten, welke het ontworpen had en waarvoor de inschrijving werd verkregen, zal het Internationaal Bureau beslissen omtrent de datum, waarop het opnieuw zou kunnen worden toegelaten om met andere landen voor de inrichting van een andere tentoonstelling mede te dingen.

### HOOFDSTUK III

#### *Internationaal Tentoonstellingsbureau*

#### Artikel 10

Er wordt ingesteld een Internationaal Tentoonstellingsbureau, belast met het toezicht op de toepassing van het verdrag. Dit Bureau bestaat uit een Raad van Beheer, bijgestaan door een Commissie voor de klasse-indeling en een Directeur, wiens benoeming en bevoegdheden worden vastgesteld bij het reglement, voorzien in het volgende artikel.

De eerste bijeenkomst van de Raad van Beheer van het Internationaal Bureau zal worden uitgeschreven te Parijs door de Regering der Franse Republiek in het jaar, volgende op de inwerkingtreding van het verdrag. Op deze bijeenkomst zal de Raad de zetel van het Internationaal Bureau vaststellen en de Directeur kiezen.

#### Artikel 11

De Raad van Beheer is samengesteld uit leden, aangewezen door de verdragsluitende landen naar verhouding van 1 tot 3 per land. Hij is bevoegd zich twee of drie landen van de Internationale Kamer van Koophandel, door deze Kamer aangewezen, als raadgevers toe te voegen.

De Raad doet uitspraak over alle vraagstukken, waarvoor dit verdrag hem bevoegdheid verleent, hij beraadslaat over en neemt aan de reglementen, betrekking hebbende op de inrichting en op de inwendige dienst van het Internationaal Bureau. Hij sluit de begroting van inkomsten en uitgaven af, controleert de rekeningen en hecht hieraan zijn goedkeuring.

#### Artikel 12

Elk land, hoe groot het aantal van zijn afgevaardigden ook zij, beschikt over één stem in de boezem van de Raad. Elk land kan zijn vertegenwoordiging aan de afvaardiging van een ander land toevertrouwen, welk land in dat geval beschikt over een aantal stemmen, gelijk aan het aantal landen, dat het vertegenwoordigt. Een quorum van twee derde der in de Raad vertegenwoordigde landen is vereist voor de geldigheid der beraadslagen.

De stemmingen hebben plaats bij absolute meerderheid, behoudens in de volgende gevallen:

- 1°. Vaststelling van het reglement;
- 2°. Verhoging van de begroting;
- 3°. Verwerping van een verzoek, ingediend door een verdragsluitend land of inwilliging van een verzoek, wanneer meerdere landen om de voorrang dingen;
- 4°. Toestemming tot het houden van een algemene tentoonstelling voor een duur van meer dan zes maanden.

In deze vier gevallen is een meerderheid van twee derde van de in het Internationaal Bureau vertegenwoordigde landen vereist.

#### Artikel 13

De Commissie voor de klasse-indeling wordt samengesteld uit de vertegenwoordigers van twaalf van de verdragsluitende landen, door hun Regering benoemd.

Deze landen worden voor de helft door het Internationaal Bureau aangewezen; de andere helft wisselt bij toerbeurt volgens voorwaarden, vastgesteld bij het reglement van het Bureau.

De Commissie kan zich een of twee leden van de Internationale Kamer van Koophandel, aangewezen door deze Kamer, als raadgevers, toevoegen.

Deze Commissie onderwerpt aan de goedkeuring van de Raad van Beheer de klasse-indeling, voorzien bij artikel 2, zomede de wijzigingen, die hierin zouden kunnen worden aangebracht. Voor de toepassing der termijnen, voorzien bij artikel 4, geeft zij haar oordeel over de vraag, of een aan inschrijving onderworpen tentoonstelling een speciale of algemene tentoonstelling is, en of, ondanks haar benaming en haar klasse-indeling, zij niet van dezelfde aard is als een voorafgaande tentoonstelling of als een speciale tentoonstelling of als een speciale tentoonstelling, die tegen dezelfde datum wordt ingericht.

#### Artikel 14

De begroting van het Bureau wordt voorlopig vastgesteld op 4000 pond sterling. De uitgaven van het Bureau komen ten laste van de verdragsluitende landen, waarvan de bijdragen op de volgende wijze worden bepaald: de bijdrage van landen, welk lid zijn van de Volkenbond, wordt vastgesteld naar verhouding van de contributie, die deze landen storten bij de Volkenbond. Behoudens in geval van verhouding van de hierboven vastgestelde begroting, kan het aandeel der hoogst aangeslagen landen 500 pond sterling niet te boven gaan. Landen, die geen lid zijn van de Volkenbond, wijzen, rekening houdend met hun economische ontwikkeling, een land aan, dat lid is van de Volkenbond, en hun bijdrage is gelijk aan die, welke door het aldus aangewezen land wordt gestort.

De Raad van Beheer kan bovendien de heffing van alle andere ontvangsten, ter vergoeding van bewezen diensten aan groepen of aan particulieren, toestaan.

### HOOFDSTUK IV

#### *Verplichtingen van het uitnodigende land en van de deelnemende landen*

#### Artikel 15

De Regering, die tot deelneming aan een internationale tentoonstelling uitnodigt, moet een Regeringscommissaris of een Gedelegeerde benoemen, die belast is deze te vertegenwoordigen en nakoming der tegenover de buitenlandse deelnemers aangevane verplichtingen te verzekeren. De Commissaris of de Gedelegeerde dient bovendien alle maatregelen te nemen, die nuttig zijn voor de feitelijke bescherming van de tentoongestelde voorwerpen.

## Artikel 16

De Regeringen der deelnemende landen dienen Commissarissen of Gedelegeerden te benoemen om deze te vertegenwoordigen en om zorg te dragen voor nakoming van de reglementen, ter gelegenheid van de manifestatie uitgevaardigd.

Alleen de Commissarissen of Gedelegeerden zijn belast met de regeling van de toekenning of de verdeling van de plaatsruimten tussen de inzenders in de paviljoens van hun landen en in de nationale afdelingen.

## Artikel 17

Op een algemene tentoonstelling mag door het Bestuur geen enkele vergoeding worden geheven voor de overdekte en open plaatsruimten, voorzien in het programma der tentoonstelling en aan elk deelnemend land toegewezen.

## Artikel 18

Bij elke tentoonstelling, bedoeld in dit verdrag, worden de aan douanerechten en heffingen onderhevige buitenlandse voorwerpen onder tijdelijke vrijdom toegelaten, op voorwaarden, dat zij weder worden uitgevoerd. Een certificaat van de afzender, dat de goederen vergezelt, vermeldt het aantal en de aard, de merken en nummers der colli, zomede de handelsbenaming der goederen, hun gewicht, herkomst en waarde. De voorwerpen worden ingeklaard in de lokalen van de tentoonstelling zonder aan een douane-onderzoek aan de grens te worden onderworpen. De voorafgaande bepalingen zijn van toepassing onder voorbehoud van de douanereglementen van het land, dat de tentoonstelling inricht.

Indien ingevolge de nationale wetgeving van het land, dat uitnodigt, een borgstelling nodig is voor het verkrijgen van de tijdelijke vrijdom, voorzien in de vorige paragraaf, zal de borgstelling, door de Commissaris van elk deelnemend land, uit naam van zijn exposanten gegeven, worden beschouwd als een voldoende waarborg voor de betaling van de douanerechten en der andere rechten en heffingen, waardoor de tentoongestelde voorwerpen, die na de sluiting van de tentoonstelling niet binnen de vastgestelde termijnen weder uitgevoerd zouden zijn, worden getroffen.

Van het voorrecht van de tijdelijke vrijdom van rechten zijn uitgesloten de goederenvoorraden, die niet eigenlijk gezegde monsters zijn en die worden ingevoerd met het uitsluitend doel om tijdens de tentoonstelling te worden verkocht.

In geval van algehele of gedeeltelijke vernietiging van de tentoongestelde voorwerpen, geniet de inzender van de vrijdom:

1°. Indien hij waar maakt, dat de niet over te leggen hoeveelheden of de bedorven voorwerpen zijn benut ten dienste van de tentoonstelling of niet meer verkocht kunnen worden wegens hun aan bederf onderhevige aard; en

2°. indien het douanetarief de bedorven of onbruikbare artikelen met generlei belasting of invoerrecht treft.

Dit voorrecht zal niet worden verleend, wanneer de voorwerpen zullen zijn afgeleverd voor het verbruik, waarvoor zij normaal bestemd zijn.

De bewijzen, voorzien in alinea 4, worden aangeboden door de Commissaris of de Gedelegeerde van het land, waartoe de inzender behoort, de beslissing berust bij het Bestuur van het land, waar de tentoonstelling plaats heeft.

Als tentoonstellingsgoederen, waarop de voorafgaande bepalingen van toepassing zijn, dienen te worden aangemerkt:

1°. Bouwmaterialen, zelfs indien zij worden ingevoerd als grondstof, bestemd om bewerkt te worden na aankomst in het land waar de tentoonstelling plaats heeft;

2°. Gereedschappen, vervoermateriaal voor de tentoonstellingswerken;

3°. Voorwerpen, dienende voor de in- en uitwendige versiering der lokalen, stands, uitstallingen van de inzenders;

4°. Voorwerpen, dienende voor de versiering en meubilering van lokalen, bestemd voor de Commissarissen of Gedelegeerden der deelnemende landen, alsmede kantoorbehoeften voor hun gebruik;

5°. Voorwerpen en goederen, gebruikt voor de opstelling en de werking van tentoongestelde machines of toestellen;

6°. Monsters, nodig voor de jury's, ter waardering en beoordeling der tentoongestelde voorwerpen, mits een verklaring wordt overgelegd van de Commissaris van de afdeling, vermeldende aard en hoeveelheid van de gebruikte voorwerpen.

Bovendien zijn vrijgesteld van rechten:

1°. Officiële catalogi, brochures en aanplakbiljetten, al of niet geïllustreerd, uitgegeven door de aan de tentoonstelling deelnemende landen;

2°. Catalogi, brochures, aanplakbiljetten en alle andere bekendmakingen, al of niet geïllustreerd, die door de inzenders der vreemde artikelen binnen het terrein en uitsluitend tijdens de duur der tentoonstelling kosteloos worden uitgereikt.

De bepalingen van dit artikel hebben geen betrekking op voorwerpen, die ingevolge de wetgeving van het organiserende land, deel uitmaken van een Staatsmonopolie, of waarvan de verkoop is verboden, dan wel bij vergunning is geregeld, behoudens onder de voorwaarden door de Regering van dit land voorgeschreven. Nochtans blijft het tentoonstellen van deze goederen toegestaan, met inachtneming van de controlemaatregelen met het oog op het verbod van verkoop.

## Artikel 19

Het reglement van elke internationale tentoonstelling dient een bepaling in te houden, die aan de inzender het recht geeft zijn verklaring van deelneming in te trekken, voor het geval een verzwarende van de invoerrechten geldend voor de goederen van deze inzender zou plaats vinden na de aanneming tot deelnemen aan de tentoonstelling.

## Artikel 20

Na afloop van de tentoonstelling kan de inzender, indien althans de wetgeving van het land waar de tentoonstelling plaats heeft zich hiertegen niet verzet, de tentoongestelde monsters verkopen en afleveren. In dit geval is hij aan geen andere rechten onderworpen dan die, welke hij zou hebben te voldoen in geval van rechtstreekse invoer.

## Artikel 21

Op een internationale tentoonstelling mag, om een groep of een inrichting aan te duiden, geen gebruik worden gemaakt van een aardrijkskundige benaming, die betrekking heeft op een deelnemend land, dan met goedkeuring van de Commissaris of Gedelegeerde van dat land.

Ingeval van niet-deelneming van verdragsluitende landen, worden zodanige verbodsbepalingen uitgevaardigd door het tentoonstellingsbestuur op verzoek van de betrokken Regeringen.

## Artikel 22

Op een tentoonstelling worden slechts als nationaal beschouwd en kunnen derhalve slechts onder deze benaming worden aangeduid de afdelingen, ingericht onder het gezag van een Commissaris of een Gedelegeerde, benoemd overeenkomstig de artikelen 15 en 16 door de Regering van het organiserende of deelnemende land.

## Artikel 23

De nationale afdeling van een land kan slechts omvatten de tot dat land behorende artikelen.

Nochtans mag er, met toestemming van de Commissaris of Gedelegeerde van het belanghebbende land, een voorwerp voorkomen, dat tot een ander land behoort, op voorwaarde, dat het slechts dient om de inrichting te voltooien, dat het zonder invloed zij op de toekenning van de beloning aan het voornaamste artikel en dat het in dit opzicht zelf generlei beloning geniet.

Als tot de nijverheid en de landbouw van een land behorende worden beschouwd de artikelen, die uit zijn bodem gewonnen, of op zijn grondgebied geoogst of vervaardigd zijn.

## Artikel 24

Tenzij voorschriften in de wetgeving van het organiserende land het tegenovergestelde bepalen, mag in beginsel op een tentoonstelling geen monopolie van welke aard ook worden toegestaan. Echter kan het tentoonstellingsbestuur, indien dit bestuur zulks noodzakelijk acht, de volgende monopolies toestaan: verlichting, verwarming, inkling, beheer en publiciteit binnen de tentoonstelling. In dat geval zal het de volgende voorwaarden in acht moeten nemen:

1°. Het bestaan van dit of deze monopolies aangeven in het tentoonstellingsreglement en in het door de inzenders te tekenen toetredingsformulier.

2°. Het gebruik van de gemonopoliseerde diensten aan de inzenders verzekeren op de voorwaarden, die gewoonlijk in het land worden toegepast.

3°. In geen enkel geval de bevoegdheden der Commissarissen in hun onderscheidene afdelingen beperken.

De Commissaris van het organiserend land zal alle maatregelen nemen, opdat de tarieven van de arbeidslonen, welke aan de deelnemende landen worden gevraagd, niet hoger zijn dan die, welke aan het Bestuur van het organiserende land worden gevraagd.

#### Artikel 25

Elk land, waar een internationale tentoonstelling wordt gehouden, zal zijn diensten aanbieden om van zijn administraties, maatschappijen en ondernemingen op spoorweg-, scheepvaart-, of luchtvaartgebied ten behoeve van voor die tentoonstelling bestemde goederen vervoerfaciliteiten te verkrijgen.

#### Artikel 26

Elk land zal alle middelen, die het ingevolge zijn wetgeving daartoe het meest geschikt acht, aanwenden om tegen promotors van schijntentoonstellingen of van tentoonstellingen, waartoe deelnemers bedriegelijk, door leugenachtige beloften, aankondigingen of reclames worden aangelokt, op te treden.

### HOOFDSTUK V

#### Bekroningen

#### Artikel 27

Het algemene tentoonstellingsreglement zal moeten aangeven, of onafhankelijk van de diploma's van deelneming, die steeds kunnen worden verleend, bekroningen al of niet aan inzenders zullen worden toegekend. Voor het geval bekroningen mochten zijn voorzien, kan toekenning hiervan tot bepaalde klassen worden beperkt.

Voor de opening van de tentoonstelling geven de inzenders, die er hetzij in de afdelingen, hetzij in hun nationaal paviljoen aan deelnemen, en die buiten toekenning van bekroningen mochten willen blijven, daarvan kennis aan het tentoonstellingsbestuur, door bemiddeling van hun Commissarissen of Gedelegeerden.

De leden van de jury zijn verplicht buiten toekenning van bekroningen te blijven.

#### Artikel 28

De deelneming aan een tentoonstelling is vrij of onderworpen aan een voorafgaande vergunning.

De deelneming is vrij, indien alle goederen tot de tentoonstelling kunnen worden toegelaten, onder voorbehoud, dat de inzender te juister tijd het toetredingsformulier heeft ondertekend en aan de algemene voorwaarden, voor deze inschrijving gesteld, heeft voldaan. De deelneming is aan een voorafgaande vergunning onderworpen, wanneer het algemeen reglement voorschrijft, dat de voorwerpen, bestemd om tentoongesteld te worden, moeten voldoen aan zekere bijzondere voorwaarden, zoals goede vervaardiging of oorspronkelijkheid.

In dit geval zal het reglement de maatregelen moeten aangeven, die het organiserende land heeft genomen om tot de toelating van de voorwerpen in zijn nationale afdeling te geraken, ten einde aan de uitgenodigde landen te veroorloven zich daarnaar te richten; elk land behoudt intussen vrijheid om deze maatregelen naar eigen inzichten toe te passen.

#### Artikel 29

De waardering en de beoordeling der tentoongestelde voorwerpen worden toevertrouwd aan een internationale jury, samengesteld overeenkomstig de volgende regelen:

1°. Elk land wordt in de jury vertegenwoordigd naar evenredigheid van het aandeel, dat het aan de tentoonstelling neemt, voornamelijk rekening houdende met het aantal inzenders, daaronder niet begrepen de medewerkers en helpers, alsmede met de oppervlakte, die zij bezetten.

Elk land heeft recht op minstens één jurylid in elke klasse, waarin zijn voortbrengselen worden tentoongesteld, behoudens in het geval, dat het tentoonstellingsbestuur en de Commissaris of Gedelegeerde van het belanghebbende land erkennen, dat die vertegenwoordiging door het belang van zijn deelneming in die klasse niet wordt gerechtvaardigd.

Geen land mag meer dan zeven juryleden in éénzelfde klasse hebben; deze beperking is echter niet van toepassing op de klassen van vloeibare en vaste voedingsmiddelen;

2°. De functie van jurylid moet worden verleend aan personen, die de nodige vakkennis bezitten;

3°. Juryleden kunnen slechts in hun functie worden benoemd met toestemming van hun Regering;

4°. De jury heeft drie graden van uitspraak of instanties.

#### Artikel 30

De bekroningen worden verdeeld in vijf categorieën:

- 1°. Hoofdprijzen;
- 2°. Erediploma's;
- 3°. Gouden medailles;
- 4°. Zilveren medailles;
- 5°. Bronzen medailles.

Daarenboven kunnen op voorstel van de bekroonde inzenders of van juryleden, diploma's aan hun medewerkers of helpers worden verleend.

De hoedanigheid van jurylid kan worden vermeld door de titularis van deze functie in alle gevallen, waar het aan inzenders vermeld is hun bekroningen in herinnering te brengen.

De betiteling „buiten mededinging” is voortaan verboden zowel voor juryleden als voor inzenders, die verzocht hebben buiten toekenning van bekroningen te blijven.

#### Artikel 31

De lijst van bekroningen van de tentoonstelling zal bij het Internationaal Bureau worden ingeschreven. De bekroonden mogen zich niet laten voorstaan op de verleende bekroningen dan op voorwaarde van vermelding, na de bekroning, van de juiste benaming der tentoonstelling. Zij zullen bevoegd zijn aan deze vermelding het monogram van het Internationaal Bureau toe te voegen. Het Internationaal Tentoonstellingsbureau zal aan het Internationaal Bureau voor de Industriële Eigendom te Bern kennis geven van de ingeschreven tentoonstellingen en het een lijst van de toegekende bekroningen doen toekomen.

#### Artikel 32

Er zullen door de zorgen van het Internationaal Bureau modelreglementen worden opgesteld, die de algemene voorwaarden van samenstelling en werking van de jury's bepalen en de wijze van toekenning van de bekroningen vaststellen. De aanneming hiervan zal aan de organiserende landen worden aanbevolen.

### HOOFDSTUK VI

#### Slotbepalingen

#### Artikel 33

Dit verdrag zal worden bekrachtigd.

a. Iedere Regering zal, zodra zij gereed zal zijn tot nederlegging der akte van bekrachtiging, daarvan de Franse Regering in kennis stellen. Zodra zeven Regeringen zich bereid verklaard zullen hebben deze nederlegging ten uitvoer te brengen, zal daartoe worden overgegaan in de loop van de maand, volgende op de ontvangst van de laatste verklaring door de Franse Regering op de dag, vastgesteld door genoemde Regering.

b. De akten van bekrachtiging zullen in de archieven van de Franse Regering worden nedergelegd.

c. De nederlegging der akten van bekrachtiging zal worden vastgesteld door een proces-verbaal, getekend door de vertegenwoordigers der deelnemende landen en door de Minister van Buitenlandse Zaken van de Franse Republiek.

d. De Regeringen der ondertekenende landen, die niet in staat zijn geweest de akte van bekrachtiging op de bij paragraaf „a” van dit artikel omschreven wijze neder te leggen, zullen dit later kunnen doen door middel van een schriftelijke kennisgeving, gericht tot de Regering van de Franse Republiek en vergezeld van de akte van bekrachtiging.

e. Een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van het proces-verbaal nopens de eerste nederlegging van de akten van bekrachtiging en van de kennisgevingen, vermeld in de vorige alinea, zal onmiddellijk door de zorgen van de Franse Regering en langs diplomatieke weg, worden toegezonden aan de Regeringen, die dit verdrag hebben getekend of daartoe zijn toetreden. In het geval, voorzien bij de vorige alinea, zal de Franse Regering tevens mededeling doen van de datum, waarop deze de kennisgeving zal hebben ontvangen.

## Artikel 34

a. Dit verdrag is slechts van toepassing op het moederland van de verdragsluitende landen.

b. Indien een land de inwerkingtreding ervan wenst voor zijn koloniën, protectoraten, overzeese gebieden en onder zijn suzeriniteit of mandaat staande gebieden, zal zijn bedoeling hiertoe in de akte van bekrachtiging zelf vermeld worden of het onderwerp uitmaken van een schriftelijke kennisgeving gericht tot de Franse Regering, welke kennisgeving in de archieven van die Regering zal worden nedergelegd. Indien deze wijze van handelen wordt gekozen, zal de Franse Regering aan de Regeringen van de landen, die ondertekenden of toetraden, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van de kennisgeving doen toekomen, en daarbij de datum aangeven, waarop deze werd ontvangen.

c. De tentoonstellingen, die slechts omvatten de goederen van het moederland en van de koloniën, protectoraten, overzeese gebieden en onder suzeriniteit of mandaat staande gebieden, worden beschouwd als nationale en derhalve niet door dit verdrag bedoelde tentoonstellingen, zonder dat er aanleiding is na te gaan of dit verdrag tot die gebiedsdelen is uitgestrekt.

## Artikel 35

a. Na de inwerkingtreding van dit verdrag zal elk land dat dit verdrag niet heeft getekend, op elk tijdstip er toe kunnen toetreden.

b. Te dien einde zal het schriftelijk en langs diplomatieke weg aan de Franse Regering kennis geven van zijn toetreding, die in de archieven van die Regering zal worden nedergelegd.

c. De Franse Regering zal onmiddellijk aan de Regeringen van de landen, die ondertekenden of toetraden een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van die kennisgeving toezenden en daarbij de datum aangeven, waarop deze werd ontvangen.

## Artikel 36

Dit verdrag zal, voor de verdragsluitende landen, die aan de eerste nederlegging der akten van bekrachtiging zullen hebben deelgenomen, van kracht worden één maand na de datum van het proces-verbaal. Voor de landen, die het later zullen bekrachtigen of die er toe zullen toetreden, zomede voor de koloniën, protectoraten, overzeese gebiedsdelen en onder suzeriniteit of mandaat staande gebieden, niet in de akte van bekrachtiging vermeld, zal het verdrag van kracht worden één maand na de datum van ontvangst der kennisgevingen, bedoeld in de artikelen 33, alinea d; 34, alinea b; 35, alinea b.

## Artikel 37

De verdragsluitende landen kunnen dit verdrag niet opzeggen vóór een termijn van vijf jaren, te rekenen van zijn inwerkingtreding.

De opzegging zal dan kunnen geschieden op elk tijdstip door een kennisgeving, gericht tot de Regering van de Franse Republiek. Zij zal ingaan één jaar na de datum van ontvangst dier kennisgeving. Een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift der kennisgeving, met aanwijzing van de datum waarop zij werd ontvangen, zal onmiddellijk door de Regering van de Franse Republiek worden overgeërcht aan de Regeringen van de landen die ondertekenden of toetraden.

De bepalingen van dit artikel zijn eveneens van toepassing op de koloniën, protectoraten, overzeese gebieden en onder suzeriniteit of mandaat staande gebieden.

## Artikel 38

Indien ten gevolge van opzeggingen het aantal der verdragsluitende landen tot minder dan zeven zou zijn teruggelopen, dan zou de Regering der Franse Republiek dadelijk een Internationale Conferentie bijeenroepen ten einde nopens alle te nemen maatregelen overeen te komen.

## Artikel 39

De Regering der Franse Republiek zal eveneens aan het Internationaal Bureau afschrift van alle bekrachtigingen, toetredingen en opzeggingen doen toekomen.

## Artikel 40

Dit verdrag zal te Parijs kunnen worden getekend tot 30 April 1929. Ter oorkonde waarvan de hierna aangeduide Gevolmachtigden dit verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs, de twee en twintigste November 1928, in één exemplaar, dat zal blijven berusten in de archieven van de Regering der Franse Republiek en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afschriften langs diplomatieke weg zullen worden toegezonden aan alle Regeringen der ter Conferentie te Parijs vertegenwoordigde landen.

Voor Albanië:

DR. STAVRO STAVRI

Voor Duitsland:

DR. PETER MATHIES  
EMIL WIEHL  
DR. HANNS HEIMAN

Voor Oostenrijk:

GRUNBERGER

Voor Australië:

F. C. FARAKER

Voor België:

E. DE GAIFFIER

Voor Brazilië:

F. GUIMARAES

Voor Canada:

PHILIPPE ROY

Voor Columbia:

JOSÉ DE LA VEGA

Voor Cuba:

R. HERNANDEZ PORTELA

Voor Denemarken:

H. A. BERNHOFT

Voor de Dominicaanse Republiek:

DR. T. FRANCO FRANCO

Voor Spanje:

CARLOS DE GOYONECHE

Voor Frankrijk:

P. CHAPSAL  
CHARMEIL  
R. COULONDRE  
J. LESOUFACHE  
G. ROGER SANDOZ  
BARON THENARD

Voor Groot-Brittannië en Noord-Ierland:

E. CROWE  
J. R. CAHILL  
R. W. C. COLE

Voor Griekenland:

N. POLITIS

Voor Guatemala:

JOSÉ MATOS

Voor Haïti:

NEMOURS

Voor Hongarije:  
FRÉDÉRIC VILLANI

Voor Italië:  
GIOVANNI BELLI

Voor Japan:  
H. KAWAI

Voor Marokko:  
J. NACIVET

Voor Nederland:  
E. H. KRELAGE

Voor Peru:  
M. H. CORNEJO

Voor Polen:  
OTHON WECLAWOWICZ

Voor Portugal:  
A. DA GAMA OCHOA

Voor Roemenië:  
CONST. DIAMANDY

Voor het Koninkrijk der Serven, Kroaten en Slovenen:  
MILIVOJ PILYA

Voor Zweden:  
Onder voorbehoud van bekrachtiging door Zijne Majesteit de Koning met goedkeuring van de „Riksdag”  
ALBERT EHRENSVARD  
JOSEPH SACHS  
S. BERJIUS

Voor Zwitserland:  
DUNANT  
DR. M. G. LIÈNERT  
GUSTAV BRANDT

Voor Tunis:  
H. GEOFFROY—SAINT-HILAIRE

Voor de Unie van Socialistische Sovjet-Republieken:  
N. TOUMANOFF  
G. LACHKEVITCH  
M. RAFALOFF

#### PROTOCOL

De ondergetekende Gevolmachtigden, heden bijeen gekomen, hebben de volgende wensen uitgesproken, die zij menen in het bijzonder aan hun Regeringen te moeten aanbevelen:

##### Iste Wens

De Conferentie heeft geleid tot erkenning van de moeilijkheid om een duidelijk onderscheid tussen tentoonstellingen en jaarbeurzen te maken. Zij is van mening, dat de toepassing van dit verdrag slechts algehele voldoening zal geven, als alle manifestaties tot aanbidding van modellen en monsters, van welke aard zij ook zijn, geregeld zullen zijn.

De Conferentie spreekt de wens uit, dat het vraagstuk van de regeling van jaarbeurzen en andere manifestaties, niet vallend onder dit verdrag, in studie worde genomen in de achttien maanden, die zullen volgen op de ontekening van dit verdrag door een Conferentie, die een verdrag zal opstellen tot regeling van deze verschillende manifestaties.

De Conferentie spreekt de wens uit, dat een Commissie, bestaande uit vertegenwoordigers van de landen, waarvan Gedelegeerden waren aangewezen om de commissies en sub-commissies van deze Conferentie voor te zitten, te weten:

Frankrijk, Duitsland, Groot-Britannië en Noord-Ierland, Italië, België, Brazilië, Spanje, Japan, Nederland, Zweden en Zwitserland, en waaraan de Internationale Kamer van Koophandel zal deelnemen, door de zorgen van de Franse Regering worde bijeengeroepen, ten einde een ontwerp-verdrag voor te bereiden, dat aan de beraamde Conferentie zal worden voorgelegd.

Deze Commissie zal, na haar Voorzitter te hebben benoemd, de grote economische organisaties der verschillende landen en de jaarbeurs-organisaties raadplegen en een rapport opstellen, bestemd ter ondersteuning van de tekst, die zij aan de goedkeuring van de toekomstige Conferentie zal onderwerpen.

Op grond van het verband, bestaande tussen tentoonstellingen en jaarbeurzen, zal deze Commissie de bevoegdheid hebben de middelen te beramen tot toepassing van het verdrag betreffende de tentoonstellingen, en een ontwerp-reglement voor het Internationaal Bureau voor te bereiden, dat aan de Raad van Beheer van deze instelling zal worden onderworpen.

##### 2de Wens

De Conferentie spreekt de wens uit, dat van de inzender, op grond van de commerciële werkzaamheden, die hij in zijn stand verricht, geen heffing van fiscale aard zal worden gevorderd, op voorwaarde evenwel, dat deze inzender zich niet bezig houdt met verkoop tot directe aflevering, doch zich uitsluitend bepaalt tot het opnemen van orders.

##### 3de Wens

De Conferentie spreekt de wens uit, dat de invoerrechten niet zullen worden verhoogd voor artikelen, die tentoongesteld kunnen worden gedurende de zes maanden die aan de opening van de tentoonstelling voorafgaan en tot aan haar einde en dat geen enkele vermeerdering van de bedoelde rechten zal worden toegepast gedurende een termijn van één jaar na de sluiting der tentoonstelling op alle goederen, ingevoerd ingevolge bij het Commissariaat van de tentoonstelling opgenomen en naar behoren ingeschreven orders.

##### 4de Wens

De Conferentie spreekt de wens uit, dat niet tot de tentoonstelling worden toegelaten voorwerpen en voortbrengselen, valselijk als aanduiding van herkomst dragend de naam van een land, van een streek of van een bepaalde stad, en dat de vertegenwoordiger van de belanghebbende landen de bevoegdheid verkrijge de uitsluiting ervan aan te vragen.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit Protocol hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs, de twee en twintigste November negentienhonderd acht en twintig.

Voor Albanië:  
DR. STAVRO STAVRI

Voor Duitsland:  
DR. PETER MATHIES  
EMIL WIEHL  
DR. HANNS HEIMAN

Voor Australië:  
F. C. FARAKER

Voor België:  
E. DE GAIFFIER

Voor Brazilië:  
F. GUIMARAES

Voor Canada:  
PHILIPPE ROY

Voor Columbia:

JOSÉ DE LA VEGA

Voor Cuba:

R. HERNANDEZ PORTELA

Voor Denemarken:

H. A. BERNHOFT

Voor de Dominicaanse Republiek:

DR. T. FRANCO FRANCO

Voor Spanje:

CARLOS DE GOYONECHE

Voor Frankrijk:

P. CHAPSAL

CHARMEIL

R. COULONDRE

J. LESOUFACHE

G. ROGER SANDOZ

BARON THÉNARD

Voor Groot-Brittannië en Noord-Ierland:

E. CROWE

J. R. CAHILL

R. W. C. COLE

Voor Griekenland:

N. POLITIS

Voor Guatemala:

JOSÉ MATOS

Voor Haïti:

NEMOURS

Voor Hongarije:

FRÉDÉRIC VILLANI

Voor Italië:

GIOVANNI BELLI

Voor Japan:

H. KAWAI

Voor Marokko:

J. NACIVET

Voor Nederland:

E. H. KRELAGE

Voor Peru:

M. H. CORNEJO

Voor Portugal:

A. DA GAMA OCHOA

Voor Roemenië:

CONST. DIAMANDY

Voor het Koninkrijk der Serven, Kroaten en Slovenen:

MILIVOJ PILYA

Voor Zweden:

Onder voorbehoud van bekrachtiging door Zijne Majesteit de Koning met goedkeuring van de „Riksdag”

ALBERT EHRENSVARD

JOSEPH SACHS

S. BERJIUS

Voor Zwitserland:

DUNANT

DR. M. G. LIÈNERT

GUSTAV BRANDT

Voor Tunis:

H. GEOFFRY—SAINT-HILAIRE

Voor de Unie van Socialistische Sovjet-Republieken:

N. TOUMANOFF

G. LACHKEVITCH

M. RAFALOFF



## VERTALING

**PROTOCOL HOUDENDE WIJZIGING VAN HET VERDRAG, ONDERTEKEND TE PARIJS OP 22 NOVEMBER 1928,  
BETREFFENDE INTERNATIONALE TENTOONSTELLINGEN**

De ondergetekenden, gevolmachtigden van de hierna genoemde regeringen, zijn op 10 Mei 1928 te Parijs bijeengekomen en zijn, eenstemmig en onder voorbehoud van bekrachtiging, de volgende bepalingen overeengekomen:

*Artikel 1.* De artikelen 2, 3 en 4 van het Verdrag van 22 November 1928 komen te vervallen en worden vervangen door de volgende artikelen:

*Artikel 2.* Een tentoonstelling is *algemeen*, wanneer zij omvat de voortbrengselen van de menselijke werkkraft of vlijt, behorend tot verschillende takken van voortbrenging of indien zij is georganiseerd om de gezamenlijke vorderingen op een bepaald gebied, zoals hygiëne, toegepaste kunsten, het hedendaagse stoffelijk welzijn, koloniale ontwikkeling, enz. te doen uitkomen.

Een tentoonstelling is *speciaal*, indien zij slechts betrekking heeft op één enkele toegepaste wetenschap (electriciteit, optiek, scheikunde, enz.); één enkele techniek (textielindustrie, gieterij, grafische kunsten, enz.); één enkele grondstof (leer en huiden, zijde, nikkel, enz.); één enkele eerste levensbehoefte (verwarming, voeding, vervoer, enz.); zij mag geen nationale paviljoens bevatten.

Door de zorgen van het Internationale Bureau, voorzien bij artikel 10, zal een classificatie der tentoonstellingen worden gemaakt, die tot basis zal dienen ter vaststelling van de bedrijven en voorwerpen, welke krachtens de vorige alinea op een speciale tentoonstelling een plaats kunnen vinden. Deze lijst zal elk jaar kunnen worden herzien.

*Artikel 3. Duur der tentoonstellingen.* Internationale tentoonstellingen mogen niet langer duren dan zes maanden. Deze termijn wordt vastgesteld op het ogenblik, dat de tentoonstelling wordt geregistreerd en kan later, door het Bureau, alleen worden verlengd in geval van overmacht voortvloeiende uit gebeurtenissen welke gedurende de exploitatie hebben plaatsgegrepen, zoals brand, overstroming, sociale onrust en welke oorzaak zijn geweest, dat de tentoonstelling niet op de officieel vastgestelde datum kon worden geopend of niet in de haar toegemeten tijd normaal kon functionneren. De beoordeling van een verzoek om verlenging, ingediend door het organiserende land, wordt overgelaten aan het Bureau.

De verleende verlenging zal worden afgemeten naar de tijd gedurende welke de tentoonstelling niet heeft kunnen functionneren. Deze verlenging zal ingaan op de datum, welke het organiserende land heeft aangegeven en mag in geen geval meer dan 6 maanden na de sluitingsdatum van de bedoelde tentoonstelling vallen.

*Artikel 4. Veelvuldigheid van tentoonstellingen.* De veelvuldigheid van internationale tentoonstellingen, bedoeld in dit verdrag, wordt geregeld volgens de hieronder volgende beginselen:

De Algemene Tentoonstellingen worden in twee categorieën verdeeld:

*Eerste categorie:* de algemene tentoonstellingen welke voor de uitgenodigde landen de verplichting medebrengen nationale paviljoens te bouwen.

*Tweede categorie:* de algemene tentoonstellingen waarvoor geen enkel uitgenodigd land een paviljoen mag bouwen.

Voor het organiseren van internationale tentoonstellingen wordt de wereld verdeeld in drie zones, nl. een voor Europa, een voor het Werelddeel Amerika en de derde voor de overige landen.

De landen welker grondgebied zich over twee zones uitstrekt, moeten kiezen in welke zone zij wenschen te worden gerangschikt.

In een en hetzelfde land mag, in een tijdperk van 15 jaar, slechts één algemene tentoonstelling van de eerste categorie worden georganiseerd; een tussentijd van tien jaar dient twee algemene tentoonstellingen van elke categorie te scheiden.

Een tot het verdrag toegetreden land kan slechts aan een algemene tentoonstelling van de eerste categorie deelnemen, indien deze tentoonstelling tenminste zes jaar na de voorafgaande algemene tentoonstelling van deze categorie in dezelfde zone volgt, of tenminste twee jaar na die in enige andere zone.

Een tot het verdrag toegetreden land kan slechts aan een algemene tentoonstelling van de tweede categorie deelnemen, indien deze tentoonstelling twee jaar na de voorafgaande algemene tentoonstelling in dezelfde zone valt en één jaar na die in enige andere zone.

Deze twee termijnen worden onderscheidenlijk op vier en twee jaar gebracht, wanneer het gelijksoortige tentoonstellingen betreft.

De termijnen, in de vorige paragraaf voorzien, zijn van toepassing zonder dat er aanleiding is onderscheid te maken tussen tentoonstellingen, georganiseerd door een al dan niet tot het verdrag toegetreden land.

Speciale tentoonstellingen van dezelfde aard mogen niet tegelijkertijd worden gehouden op het grondgebied van de verdragsluitende partijen.

Een termijn van vijf jaar is verplicht voor zij in een en hetzelfde land weder kunnen plaats vinden. Evenwel kan het Internationale Bureau van Tentoonstellingen deze laatste termijn bij uitzondering terugbrengen tot een minimum van drie jaar, indien het van oordeel is, dat deze termijn wordt gerechtvaardigd door de snelle ontwikkeling van deze of gene productietak. Dezelfde termijnsvermindering kan worden toegestaan aan tentoonstellingen, welke in sommige landen reeds plegen te worden gehouden met een tussenpoos van minder dan vijf jaar.

Speciale tentoonstellingen van verschillende aard mogen in één en hetzelfde land niet plaats hebben met een tussenpoos van minder dan drie maanden.

De in dit artikel genoemde termijnen gaan in op de werkelijke openingsdatum van de tentoonstelling.

*Artikel II.* Artikel 10 van het verdrag van 22 November 1928 wordt aangevuld met de volgende bepaling:

Wanneer de post van directeur vacant is, benoemt de Raad van het Internationale Bureau van Tentoonstellingen, met absolute meerderheid van stemmen, een directeur, die de nationaliteit bezit van een der bij het verdrag aangesloten landen. De directeur wordt benoemd voor een aantal jaren, dat bepaald wordt door het huishoudelijk reglement. Zijn beloning wordt bepaald door de Raad op voorstel van de Begrotingscommissie.

*Artikel III.* Elke Staat kan toetreden tot dit Protocol door schriftelijk en langs diplomatieke weg aan de Franse Regering kennis te geven van deze toetreding, welke kennisgeving in de archieven van deze Regering zal worden nedergelegd.

Elke nieuwe toetreding tot het Verdrag van 22 November 1928 betekent van rechtswege toetreding tot dit Protocol.

De Franse Regering zal onmiddellijk een voor eensluitend gewaarmerkte copie van deze mededeling doen toekomen aan de ondertekende en toegetreden Regeringen, benevens aan de President van het Internationale Bureau van Tentoonstellingen; zij zal tevens de datum vermelden waarop deze mededeling is ontvangen.

*Artikel IV.* Dit Protocol zal bekrachtigd worden. Elke mogendheid zal, zo spoedig mogelijk, haar bekrachtiging aan de Franse Regering doen toekomen, welke hiervan bericht zal zenden aan de overige ondertekenaars. Dit Protocol zal voor elk land, dat het ondertekent, van kracht worden op de dag, dat zijn akte van bekrachtiging wordt nedergelegd.

Gedaan te Parijs, de